



INITIATIVE POUR LA
CONSERVATION
iNCLUSIVE

JOINDRE LE GESTE À LA PAROLE : COMMENT LA CONSERVATION INCLUSIVE PRODUIT DES RÉSULTATS

Rapport de la phase trois



fonds pour
l'environnement
mondial
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

CONSERVATION
INTERNATIONAL





INITIATIVE POUR LA
CONSERVATION
iNCLUSIVE

JOINDRE LE GESTE À LA PAROLE : COMMENT LA CONSERVATION INCLUSIVE PRODUIT DES RÉSULTATS

Rapport de la phase trois
Juillet 2024 à juin 2025

La désignation des entités géographiques dans le présent ouvrage, ainsi que la présentation du matériel qui y figure, n'impliquent en aucune manière l'expression d'une opinion de la part du Fonds pour l'environnement mondial (GEF), de la Conservation International (CI), de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ou de l'une quelconque des agences d'exécution de l'ICI, quant au statut juridique d'un pays, territoire ou zone, ou de ses autorités, ni quant à la délimitation de ses frontières ou limites.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la CI, de l'UICN, du GEF ou des autres organisations participantes.

Cette publication a été rendue possible en partie grâce au financement du GEF et de la DANIDA.

Publié par :

Initiative pour une conservation inclusive,
Washington, DC, États-Unis.

Copyright: © 2025 CI/UICN/GEF

La reproduction de cette publication à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit clairement mentionnée.

La reproduction de cette publication à des fins de vente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

Citation recommandée :

CI, UICN (2025). Rapport de la phase 3 de l'Initiative pour une conservation inclusive, Washington, DC, États-Unis : Initiative pour une conservation inclusive.

Photo de couverture :

Nicolas Amaro

Branding:

Vincent Design, Inc.

Conception et mise en page :

Estudio Relativo

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	1
PARTIE I : MISE EN CONTEXTE	2
À PROPOS DE L'INITIATIVE POUR UNE CONSERVATION INCLUSIVE	2
MESSAGES DE LA DIRECTION	5
AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GEF	5
AVANT-PROPOS DES CO-PRÉSIDENTS DU COMITÉ DIRECTEUR MONDIAL DE L'ICI	6
RÉSUMÉ : JOINDRE LE GESTE À LA PAROLE	7
PARTIE II : PRODUIRE DES RÉSULTATS	8
RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE	9
FAITS MARQUANTS ET ENJEUX EN BREF	11
IMPACT SUR LE TERRAIN	13
LA GOUVERNANCE AUTOCHTONE EN ACTION	13
CARTOGRAPHIE TERRITORIALE ET RÉGIME FONCIER	15
INTÉGRATION DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ET SCIENTIFIQUES	17
CONCEPTION DES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS ET DES ÉCONOMIES AUTOCHTONES	19
ÉGALITÉ DES SEXES ET LEADERSHIP DES FEMMES	21
LEADERSHIP DES JEUNES ET APPRENTISSAGE INTERGÉNÉRATIONNEL	23
PARTIE III : CONSTRUIRE DES PLATEFORMES PUISSANTES	24
PROGRAMME INTERNATIONAL DE BOURSES EN POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE	25
ACADÉMIE D'APPRENTISSAGE MAKANISI	29
COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE MAKANISI	31
ÉCHANGES D'APPRENTISSAGE MONDIAUX ET RÉGIONAUX MAKANISI	33
PARTIE IV : FAIRE PROGRESSER LES POLITIQUES ET LES CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES	35
IMPACT DES POLITIQUES	35
PARTIE V : APPRENTISSAGE ET ÉVOLUTION ADAPTATIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS	37
INFLUENCE SUR LA POLITIQUE ET LES PRATIQUES INSTITUTIONNELLES DU GEF	39
ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES : CI ET UICN	39
INNOVATION DANS LE FINANCEMENT DE LA CONSERVATION	40
POINTS D'INFLEXION	41
PARTIE VI : REGARDS VERS L'AVENIR	43
NOS PROCHAINES ÉTAPES	43

ENCADRÉS ET CHIFFRES

Initiatives menées par les peuples autochtones en action, carte 4

Rétrospective de l'année 9-10

Points saillants, indicateurs et jalons en un coup d'œil 11-12

Sur les traces de son parcours : les femmes autochtones dans le leadership de la conservation 21

Identité de l'Académie d'apprentissage Makanisi 29

Cours Makanisi : peuples autochtones et communautés locales, genre et biodiversité – interconnexions 30

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ANAPAC	Alliance Nationale d'Appui et de Promotion des Aires et Territoires du Patrimoine Autochtone et Communautaire en RDC	APAC	Aire du patrimoine autochtone et communautaire
ARLEs	Échanges d'apprentissage régionaux en Asie	ICI	Initiative pour une conservation inclusive
BCPs	Protocoles communautaires bioculturels	IIFB	Forum international autochtone sur la biodiversité
CADPI	Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones	IMPACT	Mouvement autochtone pour la paix, le progrès et la transformation des conflits
CBD	Convention sur la diversité biologique	IPAG	Groupe consultatif des peuples autochtones
CBMIS	Système communautaire de surveillance et d'information	IPF	Fondation des peuples autochtones pour l'éducation et l'environnement
CCROs	Certificats coutumiers de droit d'occupation	IPFAF	Facilité d'accès au financement pour les peuples autochtones
CI	Conservation International	IPOs	Organisations des peuples autochtones
CONAF	Corporación Nacional Forestal	PA et LC	Peuples autochtones et communautés locales
COP	Conférence des Parties	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
CRIC	Conseil régional autochtone du Cauca	LE	Échange d'apprentissage
CVLs	Certificats de propriété foncière villageoise	LAC	Latin America and the Caribbean
DGM	Mécanisme spécial de dons	NRBM	Gestion des ressources naturelles et de la biodiversité
DRC	République démocratique du Congo	SPANB	Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité
FENAMAD	Federación Nativa del Río Madre de Dios y Afluentes	NEFIN	Fédération népalaise des nationalités autochtones
FIAY	Foro Indígena Abya Yala	AP	Aire protégée
FILAC	Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes	PMU	Unité de gestion de projet
FPCI	Fondation pour la promotion des connaissances autochtones	STAP	Comité consultatif scientifique et technique
FPIC	Consentement préalable, libre et éclairé	TK	Connaissances traditionnelles
GAP	Plans d'action pour l'égalité des sexes	UCRT	Équipe de ressources communautaires Ujamaa
GBF	Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité	ONU	Organisation des Nations Unies
GBV	Violence sexiste	CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
GEBS	Avantages environnementaux mondiaux	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
GEF	Fonds pour l'environnement mondial	VICOBA	Banques communautaires villageoises
ISIG	Système d'information géographique	WMA	Zone de gestion de la faune sauvage
GSC	Comité directeur mondial de l'ICI	WRLFs	Forums sur les droits et le leadership des femmes
HRM	Gestion holistique des pâturages		

PARTIE I : MISE EN CONTEXTE

À PROPOS DE L'INITIATIVE POUR UNE CONSERVATION INCLUSIVE

En 2019, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM, en anglais Global Environment Facility ou GEF) a décidé de lancer une nouvelle initiative pilote visant à améliorer l'accès des organisations autochtones et locales au financement afin de préserver la biodiversité, d'apporter de multiples avantages environnementaux mondiaux (GEB) et de soutenir les initiatives de développement culturel et économique connexes. Dans le cadre du domaine d'intervention relatif à la biodiversité de la stratégie de programmation du GEF-7, l'Initiative pour une conservation inclusive (ICI) a été approuvée en janvier 2022. Reposant sur le principe que la conservation inclusive doit être menée par les peuples autochtones et les communautés locales (PA et CL), l'ICI reconnaît que le concept de « conservation inclusive » doit être défini par ces derniers eux-mêmes. Dotée de plus de 22,5 millions de dollars américains investis dans le financement du projet et plus de 90 millions de dollars américains de cofinancements prévus, l'ICI est conçue pour soutenir le leadership des PA et des CL dans la gestion des terres, des eaux et des ressources naturelles. En combinant des investissements substantiels dans des endroits spécifiques, un soutien visant à amplifier les résultats locaux grâce au renforcement des capacités à l'échelle mondiale et une influence sur les politiques – démontrant ainsi des impacts à grande échelle. L'ICI catalyse ainsi les changements transformationnels nécessaires pour garantir et renforcer le soutien aux contributions des PA et des CL à la biodiversité et aux autres avantages environnementaux mondiaux (GEB).

QUI SOMMES-NOUS

L'ICI s'appuie sur le leadership des peuples autochtones et des communautés locales et bénéficie du soutien d'un réseau diversifié de partenaires aux niveaux local, national, régional et mondial. Elle est composée principalement d'organisations de peuples autochtones et de communautés locales qui mènent 10 initiatives sur le terrain dans 12 pays, chacune ancrée dans des systèmes de gouvernance locaux, des valeurs culturelles et des priorités territoriales. Ces organisations ne sont pas les bénéficiaires de programmes externes : elles sont les architectes et les responsables de la mise en œuvre de leurs propres visions en matière de conservation. L'ICI est guidée par le Comité directeur mondial (GSC) de l'ICI, composé exclusivement de dirigeants autochtones, qui veille à ce que l'orientation stratégique, la responsabilité et l'apprentissage de l'Initiative reflètent les visions du monde et les priorités des PA et des CL.

Les agences du projet GEF, Conservation International (CI) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), soutiennent conjointement l'ICI par le biais d'une unité de gestion de projet (PMU) dédiée. Ensemble, CI et l'UICN apportent des décennies d'expérience de travail avec les PI et les CL et assurent la supervision technique et fiduciaire des activités financées par le GEF. Les deux institutions s'engagent à transformer leur mode de fonctionnement, en travaillant aux côtés des PA et des CL et de leurs organisations représentatives, plutôt qu'en les dirigeant. Ensemble, elles veillent à ce que les processus et les systèmes du projet évoluent de manière à permettre un accès direct, une responsabilité mutuelle et un renforcement de la gouvernance autochtone. La PMU travaille en étroite collaboration avec le GSC afin de garantir que les produits livrables du projet correspondent aux objectifs de l'Initiative et respectent le leadership, les valeurs et la prise de décision autochtones tout au long du projet. Ce modèle reflète le principe fondamental de l'ICI : une conservation efficace et inclusive n'est possible que lorsqu'elle est menée par ceux qui gèrent leurs terres, leurs eaux et leurs ressources naturelles.



GOVERNANCE MONDIALE DE L'ICI

Une gouvernance efficace et responsable est essentielle pour garantir que les peuples autochtones aient véritablement la maîtrise des initiatives qui touchent leurs terres, leurs droits et leur avenir. Au sein de l'ICI, la gouvernance autochtone n'est pas un principe théorique, mais une structure concrète. Le GSC, composé exclusivement de représentants autochtones, est l'organe directeur suprême de l'ICI. Il joue un rôle central dans la supervision stratégique, l'orientation de la prise de décision et le maintien de l'intégrité de l'Initiative. En tant que mécanisme dirigé par et pour les peuples autochtones, le GSC veille à ce que l'ICI reste ancré dans les priorités, les valeurs et le leadership autochtones, ce qui en fait un modèle de conservation mondiale inclusive et autodéterminée.

Au cours de l'année écoulée, le GSC a tenu trois réunions officielles, en ligne et en présentiel, afin d'examiner les progrès accomplis, de planifier la stratégie et d'approuver les principales priorités du programme. Lors de ces réunions, le GSC a souligné l'importance de renforcer les droits fonciers, de promouvoir l'égalité des sexes et de valoriser les connaissances traditionnelles (TK). En juin 2025, le GSC a conclu son mandat 2023-2025 et a accueilli une nouvelle cohorte de membres, dont les nouveaux coprésidents Vivian Silole (Ilaikipiak Masaï, Kenya) et Jorge Nahuel (Mapuche, Argentine), démontrant ainsi l'engagement continu de l'ICI en faveur de la représentation régionale et de genre, ainsi que du leadership autochtone.

Le GSC continue de façonner l'ICI en tant que modèle vivant de l'autodétermination des peuples autochtones en action, ancrant la conservation mondiale dans une gouvernance dirigée par les communautés, l'intégrité culturelle et une vision collective.

Carte des initiatives en action menées para les peuples autochtones



LE MODÈLE DE CHANGEMENT DE L'ICI

L'ICI promeut un véritable changement de paradigme dans le financement de la conservation, en réponse à la reconnaissance mondiale croissante du rôle essentiel des peuples autochtones (PA) et des communautés locales (LC) dans l'atteinte des objectifs de biodiversité et climatiques. Alors que les bailleurs de fonds et les gouvernements s'engagent à des niveaux de financement sans précédent pour des solutions menées par les PA et les LC, l'ICI démontre comment ces ressources peuvent être distribuées de manière efficace et responsable. Son modèle repose sur l'accès direct, permettant aux organisations de PA et de LC de recevoir et de gérer elles-mêmes les fonds, de diriger la prise de décisions et de mettre en œuvre une conservation ancrée dans leurs systèmes de gouvernance, leurs valeurs culturelles et leur savoir traditionnel (TK). Guidée par une Théorie du Changement claire, l'ICI relie le financement mondial à l'action locale en investissant dans la sécurité foncière, le renforcement institutionnel et adaptatif, le suivi culturellement pertinent et l'engagement politique. Tout aussi important, l'ICI a demandé à ses partenaires – notamment CI et l'UICN – d'adapter et transformer leur manière de travailler avec les PA et les LC : passer du contrôle à la confiance, et de la mise en œuvre pour les communautés à la marche avec elles, en tant que titulaires de droits et partenaires. Cette évolution est essentielle non seulement pour honorer les engagements mondiaux, mais aussi pour tenir la promesse d'une conservation plus juste, efficace, durable et – surtout – plus inclusive.

AVANT-PROPOS



Directeur général et Président du Fonds pour l'environnement mondial (GEF)

Joindre le geste à la parole :

Transformer les systèmes pour produire un impact en matière de conservation dirigée par les peuples autochtones et les communautés

Carlos Manuel Rodríguez
(GEF)

Transformer le financement de la conservation ne relève pas seulement de l'intention : il s'agit aussi d'infrastructure, d'équité et de confiance. Depuis des décennies, la communauté internationale reconnaît le rôle central que jouent les peuples autochtones et les communautés locales (PA et LC) dans la gestion de la nature. Mais la reconnaissance, à elle seule, ne suffit pas à transférer le pouvoir. Agir concrètement implique de restructurer les circuits de financement, les processus décisionnels et l'autonomie d'action. Pour le GEF, cela signifie fournir des ressources directement aux organisations de peuples autochtones, sous la direction de leurs propres leaders.

L'Initiative pour une conservation inclusive (ICI), lancée dans le cadre du GEF-7, a été créée pour tester et démontrer ce que de nombreux leaders autochtones et communautaires préconisent depuis longtemps : la conservation à grande échelle, fondée sur les droits et dirigée par les peuples autochtones, n'est pas seulement possible — elle est essentielle. Grâce à l'ICI, les organisations dirigées par des peuples autochtones gèrent directement des financements compris entre 1 et 2 millions de dollars — souvent pour la première fois — et mobilisent des cofinancements substantiels auprès d'autres bailleurs de fonds. Ces investissements renforcent la gouvernance ancestrale, permettent une gestion durable de leurs territoires et produisent des bénéfices environnementaux mondiaux mesurables — selon leurs propres modalités.

Au cours de l'année écoulée, le Comité consultatif scientifique et technique (STAP) du GEF a mené une série de consultations avec des leaders autochtones, y compris des partenaires de l'ICI, autour d'une question fondamentale : que faut-il pour transformer le système ? Les réponses ont été frappantes. Les participants

ont appelé à de nouveaux indicateurs reflétant les valeurs et la gouvernance autochtones, à des mesures de sauvegarde définies par les peuples autochtones eux-mêmes, et à un cycle de projet adapté aux rythmes des communautés — et non aux calendriers des donateurs.

Comme l'a exprimé un participant : « Nous avons besoin d'outils et de calendriers qui suivent nos saisons — et non les agendas des donateurs. » Cela implique de repenser tous l'ensemble du dispositif, des structures fiduciaires à la manière dont le savoir est défini et validé. Les consultations ont souligné l'importance de créer des passerelles entre les savoirs autochtones et la science occidentale, d'institutionnaliser le leadership autochtone au sein de la gouvernance du GEF, et de renforcer le soutien aux fonds dirigés par des autochtones, capables de déployer des solutions à grande échelle sur leurs territoires.

L'ICI incarne ce changement de paradigme. Dans 12 pays, les organisations autochtones innovent dans les mécanismes de financement, construisent des systèmes de suivi ancrés dans la culture et expérimentent de nouvelles approches reflétant l'ensemble de la biodiversité, de la résilience climatique et de la continuité culturelle. Leur travail ne se limite pas à atteindre les objectifs du GEF — il redéfinit notre manière de mesurer le succès.

Alors que nous nous préparons à la 30^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 30) et à la neuvième reconstitution du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial (GEF 9), ce rapport offre plus qu'un simple retour sur le passé. Il constitue un appel à étendre ce qui fonctionne et à transformer ce qui ne fonctionne pas. Le GEF reste déterminé à suivre cette voie avec les peuples autochtones et les communautés locales — fondée sur le respect, bâtie sur la confiance et orientée vers un changement durable.

Photo : GEF

AVANT-PROPOS



Vivian Silole
(Ilaiikiak Masai, Kenya)



Jorge Nahuel
(Mapuche, Argentine)

Coprésidents, Comité directeur mondial Initiative pour une conservation inclusive

Suivre notre propre voie :

Sagesse, responsabilité et chemin d'une conservation menée par les Peuples autochtones

En tant que peuples autochtones, nos modes de vie, nos systèmes de savoir, notre gouvernance et nos relations profondes et sacrées avec la nature ne sont pas nouveaux — ils ont soutenu nos territoires et nos cultures pendant des générations. La terre n'est pas une ressource — c'est notre mère. Les rivières, forêts, montagnes et animaux ne sont pas séparés de ce que nous sommes ; ils portent nos histoires, façonnent nos responsabilités et portent notre avenir. Lorsque nous parlons de conservation, nous ne parlons pas de protéger quelque chose en dehors de nous. Nous parlons de protéger la vie elle-même — notre vie, la vie de tous les êtres avec lesquels nous partageons la Terre, et les relations qui nous lient.

Ce qui est nouveau, c'est la volonté croissante des institutions mondiales de reconnaître et de soutenir la valeur de nos systèmes de savoir autochtones à travers des partenariats directs, un financement adéquat et la prise de décision partagée. L'Initiative pour une conservation inclusive (ICI) représente un pas significatif vers cette reconnaissance. Grâce à l'ICI, nos communautés ne se contentent pas d'être vues — elles sont reconnues comme fiables. Fiables pour diriger, prendre des décisions, gérer les ressources et prendre soin de nos territoires comme nous l'avons toujours fait. Ce rapport ne se limite pas à un résumé des activités. Il reflète un changement — un changement dans ceux qui tiennent la plume, de ceux qui gèrent les fonds et de ceux qui détiennent le savoir.

Ces opportunités nous permettent de renforcer nos institutions, d'approfondir notre gouvernance et de soutenir notre jeunesse afin qu'elle reprenne nos responsabilités. Il ne s'agit pas seulement d'étapes techniques — elles sont culturelles, spirituelles et intergénérationnelles. Nos approches ne sont plus perçues comme marginales. Elles sont essentielles. Et si le chemin n'est pas parfait, c'est un chemin que nous parcourons ensemble — avec confiance, unité, détermination, espoir et solidarité.

Travailler avec Conservation International et l'UICN, en tant qu'agences du GEF, a fait partie de ce parcours. Ces institutions, elles aussi, ont dû emprunter une nouvelle voie. Elles sont liées par les politiques et procédures du système du GEF, qui n'ont pas été conçues en tenant compte des savoirs et des pratiques des peuples autochtones. Mais nous reconnaissons leur volonté d'écouter, de s'adapter et de plaider en faveur du changement — non seulement au sein de l'ICI, mais aussi au sein de leurs propres institutions et de la famille élargie du GEF. Cela n'a pas toujours été facile et tout ne s'est pas déroulé sans heurts. Mais ce qui ressort, c'est le respect grandissant, les dialogues ouverts cultivés et l'engagement en faveur d'un apprentissage partagé — de toutes les parties.

Ensemble, nous posons des questions profondes : comment définissons-nous la réussite au-delà des chiffres ? Comment respectons-nous les différentes manières d'appréhender le savoir, le temps et la relation ? Comment faisons-nous une place aux peuples autochtones, non seulement à la table, mais au centre ? Ces questions n'ont pas de réponses simples. Mais nous y répondons par la pratique, par la collaboration et en avançant sur ce chemin — pas à pas.

L'ICI du GEF-7 montre ce qui est possible lorsque la confiance remplace le contrôle, lorsque le dialogue remplace les présupposés, et lorsque les communautés ne sont pas considérées comme de simples parties prenantes, mais comme des gestionnaires à part entière. Les récits présentés dans ce rapport sont divers — à travers les géographies, les langues et les écosystèmes — mais ils partagent un esprit commun : nous ne conservons pas seulement la biodiversité, mais aussi nos modes de vie, notre mémoire et notre avenir.

Voilà ce que signifie « joindre le geste à la parole ». Nous ne demandons pas aux autres de nous diriger — nous les invitons à marcher à nos côtés. Guidés par notre savoir, enracinés dans nos territoires, et toujours avec les générations futures dans nos cœurs et au centre de notre vision.

Photo : IF NOT US THEN WHO? et Hector Thompson

RESUME : JOINDRE LE GESTE A LA PAROLE

L'ICI n'est pas seulement un projet, c'est la preuve de la viabilité d'un nouveau modèle de conservation qui place les peuples autochtones et les communautés locales au cœur de ses préoccupations. À mi-parcours, **l'ICI joint le geste à la parole : passer des engagements à l'action, de l'inclusion au leadership, et des modèles axés sur les donateurs à un financement direct, responsable et dirigé par les peuples autochtones.**

Ancrée dans les principes des droits humains, de réciprocité et de respect, l'ICI produit des résultats qui confirment la valeur d'une conservation menée par celles et ceux qui préservent leurs terres, leurs eaux et leurs ressources naturelles depuis des générations. Avec environ 15 millions de dollars US de financement direct — souvent pour la première fois — alloués à des organisations autochtones travaillant à l'échelle territoriale, les communautés ne sont pas de simples bénéficiaires, mais les architectes de leurs propres visions et priorités en matière de conservation, guidées par le respect de leurs droits fondamentaux.

Une caractéristique déterminante de l'approche de l'ICI est son engagement à **apprendre en faisant — en adaptant les systèmes et les structures d'appui aux réalités changeantes de ses partenaires autochtones**. Ce modèle adaptatif reflète la compréhension que la transformation doit être co-créée et ancrée dans la pratique.

Les résultats de cette année démontrent l'impact local et mondial des partenaires de l'ICI :

- **Accords historiques de co-gouvernance** au Chili entre les communautés mapuches et les institutions nationales ;
- **Renforcement des conseils traditionnels des chefs** dans la province de Lau aux Fidji et l'opérationnalisation **d'une fiducie autochtone** dans les Îles Cook pour la Maison des Ariki (Maison des chefs) ;
- Des progrès en matière **de sécurité foncière** au Kenya et en Tanzanie, notamment l'enregistrement officiel en vertu de la loi sur les terres communautaires et les certificats fonciers villageois (CVL) ;
- Mise en œuvre de systèmes **de gestion holistique des pâturages (HRM)** en Tanzanie ;
- **Identification et délimitation des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC)** en République démocratique du Congo (RDC) ;
- Déploiement de **plans d'action pour l'égalité des sexes (GAP) et de protocoles contre la violence sexiste (GBV)** au Pérou, au Chili, en Argentine et en RDC ;
- Création de **programmes de diplômes pour les jeunes** au Guatemala et au Panama ; et
- Développement de la **L'Académie d'apprentissage Makanisi** et d'un **programme international de bourses en politique environnementale de l'ICI**, qui soutient le renforcement d'une nouvelle génération de leaders autochtones mondiaux dans les sphères politiques.

L'ICI impulse également un changement institutionnel. CI, l'UICN et le GEF adaptent leurs politiques et pratiques afin de laisser toute leur place au leadership autochtone, à la responsabilité culturelle et à la gouvernance partagée. CI et l'UICN transforment leurs mécanismes de financement en simplifiant les procédures, en réduisant les charges administratives et en mettant en place des systèmes adaptés aux réalités des organisations autochtones. Le suivi inclut désormais des indicateurs culturels, les rapports ont été simplifiés, et l'apprentissage intergénérationnel est activement encouragé.

Malgré ces progrès, des obstacles structurels subsistent : mécanismes de financement rigides, cycles de subventions trop courts, inadéquation avec les priorités et contextes autochtones, et sous-investissement dans le renforcement des institutions autochtones. L'ICI appelle à démanteler ces barrières et à faire du financement souple et à long terme la norme.

« Joindre le geste à la parole » signifie aller bien au-delà de la simple fourniture de fonds : cela veut dire renforcer les institutions autochtones, instaurer la confiance, redistribuer le pouvoir, adapter les processus et créer un espace pour le leadership et la gouvernance autochtones. Le présent rapport est à la fois un témoignage et une feuille de route. Il démontre ce qui devient possible lorsque les communautés prennent la direction, et il invite d'autres acteurs à se joindre à l'effort d'extension des approches qui fonctionnent. Car **« Joindre le geste à la parole »** n'est pas qu'une métaphore : c'est un véritable mandat !

PARTIE II : PRODUIRE DES RÉSULTATS

Cette année a marqué un tournant décisif pour l'ICI, avec le passage des initiatives dirigées par les peuples autochtones de la phase de planification à une mise en œuvre à grande échelle — démontrant ce que signifie véritablement « joindre le geste à la parole » en matière de conservation inclusive. Les progrès accomplis cette année mettent en lumière la force et le potentiel du leadership autochtone pour impulser un changement systémique sur le terrain : faire progresser les droits, revitaliser les systèmes de gouvernance, gérer durablement les territoires et façonner les agendas de la conservation aux niveaux national et mondial. Dans dix territoires diversifiés, les partenaires de l'ICI ne se contentent pas de préserver la biodiversité : ils ouvrent une nouvelle voie, où la conservation s'ancre dans la culture, le soin et les priorités définies par les communautés elles-mêmes.

Cette section met en évidence les principales réalisations et étapes marquantes de juillet 2024 à juin 2025, offrant une vision claire de l'ICI en action. Qu'il s'agisse d'accords de co-gouvernance historiques et de GAP, d'échanges régionaux d'apprentissage (LE) ou de contributions aux Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB)ⁱ, le travail des Peuples autochtones et des communautés locales est en train de transformer la manière de faire de la conservation. L'ICI démontre que lorsque les ressources, l'autorité et les savoirs sont confiés aux peuples autochtones, l'impact est au rendez-vous.

ⁱ Unité, Biosécurité. « Texte de la Convention ». Convention sur la diversité biologique, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2 Nov. 2006, www.cbd.int/convention/articles/default.shtml?a=cbd-06.

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

Chronologie des événements et activités marquants

- Premier forum annuel des parties prenantes de l'ICI, organisé par IMPACT, Kenya, 24-26 juillet
- Élaboration du Manifeste pour une conservation inclusive, Kenya, 26 juillet

AOÛT 2024

SEPTEMBRE 2024

- Premier congrès international des territoires autochtones de conservation, organisé par Futa Mawiza, Chili, 9-11 septembre
- Participation à la Semaine de l'ONU sur le climat, New York, 22-29 septembre
- L'IPF Thaïlande a créé un centre de données SIG et organisé un programme de formation au SIG

OCTOBRE 2024

- Échange d'apprentissage de l'ICI Afrique, organisé par l'UCRT, Tanzanie, 4-9 août
- Un focus sur le financement : lancement du rapport de la phase 2 de l'ICI, consacré à la finance inclusive, le 9 août (Journée mondiale des peuples autochtones)

NOVEMBRE 2024

- Échange régional d'apprentissage (LE) de l'ICI en Asie, Népal, co-organisé par le NEFIN, Népal, et l'IPF, Thaïlande, du 4 au 11 octobre
- Échange mondial d'apprentissage de l'ICI, organisé par le CRIC, Colombie, 16 octobre
- Réunion du comité directeur mondial de l'ICI, Colombie, 16 octobre
- Participation à la COP16 de la CDB, Colombie, du 21 octobre au 1er novembre
- La Maison Ariki a lancé sa fiducie officielle, UANKA INC.

DÉCEMBRE 2024

Signature d'un accord historique de co-gouvernance pour le parc national Villarrica, Chili, 3 décembre

JANVIER 2025

- Académie d'apprentissage Makanisi, atelier de réflexion et de co-conception du logo, organisé par l'ANAPAC, RDC, 22 janvier
- Premier module d'apprentissage sur la propriété intellectuelle et les communautés locales, le genre et la biodiversité, plateforme Learning for Nature (« Apprendre pour la nature ») du PNUD

MARS 2025

- Réunion du comité directeur mondial de l'ICI, virtuelle, 18 mars
- Échange régional d'apprentissage de l'ICI en Amérique latine au Panama, coordonné par la FPCI (Panama) et Sotz'il (Guatemala). 21-25 mars
- Début de l'examen à mi-parcours de l'ICI

AVRIL 2025

Lancement de la deuxième promotion du programme international de bourses en politique environnementale de l'ICI (2025-2026)

- L'ICI achève la phase des subventions de planification et obtient l'approbation d'un portefeuille complet de projets totalisant 14,5 millions USD de financement du GEF, sous forme de subventions de mise en œuvre accordées à 10 initiatives menées par des Peuples autochtones dans 12 pays.
- Ces jalons marquent le passage de l'ICI à une mise en œuvre complète sur le terrain dans 12 pays et la consolidation de 10 Stratégies d'impact guidées par une approche autochtone de la conservation inclusive. Ils illustrent également l'émergence de nouvelles plateformes de leadership autochtone, de dialogue mondial et de politiques plus inclusives
- Réalisation du projet entier sur le territoire des 12 pays.

MAI 2025

- Deuxième mécanisme mondial de subventions ciblées - Échange d'apprentissage pour les femmes de l'ICI, organisé par IMPACT, Kenya, 5-8 mai
- Présentation officielle de la proclamation sur l'éducation culturelle des Îles Cook au ministère de l'Éducation lors du Symposium national sur l'éducation

JUIN 2025

- Réunion du Comité directeur mondial de l'ICI - Nouvelle cohorte (mandat 2025-2027) et coprésidents, virtuelle, 2 juin
- 18 des 24 terres communautaires sont enregistrées en vertu de la loi kenyane sur les terres communautaires.



Photo : Hector Thompson



Photo : IPF Thaïlande



Photo : Priscila Tapajowara

FAITS SAILLANTS, INDICATEURS ET JALONS

EN UN COUP D'ŒIL

(juillet 2024 - juin 2025)



361

Apprenantes

ont achevé avec succès le module d'apprentissage de l'ICI « Peuples autochtones et communautés locales, égalité des genres et liens avec la biodiversité », élaboré en partenariat avec le PNUD, afin de renforcer les capacités en matière de conservation inclusive.

200+

Produits de connaissance de l'ICI

publiés, comprenant des blogs, des vidéos, des cartes, des rapports sur les enseignements tirés, des podcasts, des programmes radiophoniques et des supports de formation développés dans le cadre de l'ICI.

60

Jeunes engagés dans l'équipe de mise en œuvre du projet

(57 % de femmes, 43 % d'hommes), démontrant un leadership inclusif dans l'exécution.

12

Boursières autochtones en politiques environnementales internationales

participant au programme de bourses au sein de deux cohortes, dont 7 femmes et 5 hommes issus de 12 pays.

38

Cartes bioculturelles

créées par IMPACT-Kenya, Futa Mawiza-Chili et Futa Mawiza-Argentine, soutenant la conservation menée par les communautés.

7

Aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC)

cartographiées en RDC, couvrant 109 369 hectares de forêts conservées afin d'appuyer la reconnaissance des territoires et la conservation dirigée par les communautés.

3

Réunions du Comité directeur mondial de l'ICI

(1 en présentiel à Cali, Colombie, lors de la COP16 de la CDB, et 2 virtuelles), orientant les décisions stratégiques et renforçant l'engagement mondial en faveur de la conservation inclusive.

52%

Des participantes étaient des femmes autochtones

contribuant à une gouvernance et une prise de décision équitables du point de vue du genre.

4

Échanges d'apprentissage de l'ICI

dont 3 échanges régionaux organisés en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et 1 échange mondial tenu à Cali, en Colombie, afin de mettre en valeur le leadership autochtone et de promouvoir la collaboration mondiale pour une conservation inclusive.

34 673

Partenaires directs et indirects engagés pendant l'année.

15 millions USD

de **financement en accès direct**

Plus de 23 millions USD

de **cofinancement mobilisés.**

203 490 hectares

Sécurisés dans le cadre de 12 certificats de terres villageoises (CVL)

délivrés par l'UCRT (Tanzanie) dans trois ensembles territoriaux, résolvant des conflits frontaliers grâce à la gestion participative des terres.

125

Certificats de droit coutumier d'occupation (CCRO)

délivrés en Tanzanie – dont 70 % à des femmes, y compris des personnes handicapées – renforçant la sécurité foncière inclusive et sensible au genre.

1

Nouvelle fiducie juridictionnelle

mise en place par *la Maison Ariki*.

1

Accord historique de co-gouvernance

signé à Futa Mawiza-Chili pour le Parc national Villarrica, faisant progresser la conservation inclusive et la cogestion autochtone.

7

Initiatives communautaires

soutenues dans le cadre du programme de petites subventions récemment établi à Futa Mawiza-Chili.

4

Protocoles de lutte contre la violence sexiste (GBV)

(1 au Pérou, au Chili, en Argentine et en RDC) élaborés et adoptés pour prévenir et répondre à la violence basée sur le genre.

IMPACT SUR LE TERRAIN

La gouvernance autochtone en action

L'ICI investit dans la gouvernance autochtone là où cela compte le plus : sur le terrain. Dans divers territoires, l'ICI aide les peuples autochtones à revitaliser, renforcer et opérationnaliser leurs propres systèmes de gouvernance. Cela comprend la formalisation des structures traditionnelles, la reconnaissance juridique des droits fonciers et territoriaux, et le renforcement des mécanismes communautaires de prise de décision, de gestion des ressources naturelles et de responsabilisation. En aidant les peuples autochtones à mener des initiatives de conservation conformes à leurs propres modèles de gouvernance, l'ICI contribue à garantir que la conservation soit non seulement inclusive, mais aussi ancrée dans la culture, résiliente et juste.



Photo : Nicolas Amaro



Photo : CI Fidji



Photo : Hope Kiwely

De la résistance à la reconnaissance : les Mapuche obtiennent la co-gouvernance d'un parc national

Au **Chili**, une **étape historique** a été franchie en décembre 2024 lorsque l'initiative **Futa Mawiza**, menée par l'Association Mapuche de Winkul Mapu (représentant 13 communautés), a signé un accord de co-gouvernance avec la **Corporation nationale des forêts (CONAF)** et le **ministère des Biens nationaux**. Cet accord a officialisé la gestion partagée de **17 000 hectares du parc national Villarrica (secteur Puesco Lanin)**, marquant ainsi la première fois que les communautés mapuches du Chili obtiennent une reconnaissance officielle sur une aire protégée (AP) de l'État. Il s'agit d'une étape décisive vers un modèle de conservation plus inclusif, dans lequel les connaissances autochtones et les politiques publiques fonctionnent en harmonie, créant ainsi un précédent pour la gouvernance collaborative dans les AP à travers le Chili.

Réhabilitation de la gouvernance coutumière : les chefs conduisent la reconnaissance juridique dans tout le Pacifique insulaire

Dans le Pacifique, les institutions dirigées par les autochtones renforcent leur leadership grâce à la récupération des structures de gouvernance traditionnelles, tout en s'étendant aux institutions modernes. Aux **Fidji**, le **Bose Vanua o Lau**, en collaboration avec le Conseil provincial de Lau, a enregistré les titres de propriété des chefs dans des zones auparavant non reconnues, ce qui constitue une étape importante vers la consolidation de la **Chambre des chefs** et l'établissement de l'acte de fiducie de Lau. Il a également élaboré un manuel de formation à la gouvernance, intitulé **Safeguards to Protect Lau (« Mesures de protection de Lau »)**, ancré dans les connaissances culturelles et conçu pour guider la protection de la biodiversité à travers les générations. Aux **Îles Cook**, la **Chambre des Ariki** a lancé en octobre 2024 une fiducie officielle (**UANKA Inc.**), afin de travailler aux côtés des structures communautaires traditionnelles pour gérer les ICI et les projets futurs, reflétant ainsi les valeurs traditionnelles de leadership dans un cadre juridique autodéterminé.

Les communautés tanzaniennes sécurisent les droits fonciers sur plus de 500 000 hectares

En **Tanzanie**, l'équipe communautaire de ressources **Ujamaa (UCRT)** a franchi des étapes importantes en matière de gouvernance foncière. Une réalisation majeure a été l'achèvement de la **planification participative de l'utilisation des terres** dans huit villages, couvrant **175 709 hectares** et bénéficiant à **34 172 personnes** (dont **14 701 femmes**). Dans les clusters de **Yaeda Natron**, **West Longido** et **Simanjiro Makame**, les communautés ont obtenu plus de **507 687 hectares** sous le régime des **certificats coutumiers de droit d'occupation (CCRO)**. Sur les **125 CCRO individuels**, **70 % ont été délivrés à des femmes**, ce qui favorise une propriété foncière inclusive et sensible au genre. L'UCRT a également facilité l'enregistrement officiel de **203 390 hectares** grâce à des **certificats fonciers villageois (CVL)** dans 12 villages, renforçant ainsi la sécurité foncière et résolvant des conflits fonciers de longue date. En outre, **372 000 hectares** ont été réarpentés afin de soutenir la **zone de gestion de la faune sauvage (WMA) de Makame** et son plan de gestion des ressources. Ces efforts traduisent une transformation vers une gestion des terres dirigée par les populations autochtones, équitable et durable.



Avancées de la cartographie SIG pour la sécurisation foncière de 86 communautés autochtones

En Thaïlande, la **Fondation des peuples autochtones pour l'éducation et l'environnement (IPF)** a impliqué **86 communautés dans la planification de la gestion des ressources naturelles et de la biodiversité (NRBM)**. Parmi les résultats obtenus, citons la cartographie de l'utilisation des terres, des ateliers sur les systèmes alimentaires locaux et la création d'un centre de données du système d'information géographique (SIG) pour soutenir l'élaboration de réglementations et une gouvernance locale éclairée. Un programme de formation au SIG complémentaire a été mis en œuvre.



Cartographie territoriale et régime foncier

Le renforcement de la gouvernance de la conservation menée par les peuples autochtones va de pair avec la garantie des droits fonciers et territoriaux, fondement essentiel d'une conservation durable et équitable. Grâce à l'ICI, les partenaires autochtones mènent des efforts de cartographie territoriale et de gestion foncière qui documentent les terres ancestrales, résolvent les conflits et établissent une reconnaissance juridique, jetant ainsi les bases d'une gestion communautaire ancrée dans les savoirs traditionnels et les pratiques locales. Ces efforts reflètent l'engagement de l'ICI à *joindre le geste à la parole* en veillant à ce que la conservation soit fondée sur la justice, l'appropriation et l'autodétermination des peuples autochtones.



La cartographie de plus de 100 000 hectares et la documentation de 97 pratiques façonnent le nouveau corridor vert du Congo



En RDC, l'**Alliance nationale d'appui et de promotion des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire en RDC (ANAPAC)** a travaillé avec des communautés de sept sites APAC dans trois paysages bioculturels. Elle a **validé les cartes de sept sites couvrant 109 369 hectares** et documenté 97 connaissances et pratiques traditionnelles en matière de gouvernance à Mpembe, Losomba et Bolonga. **Son travail contribue au nouveau Corridor vert du Kivu à Kinshasa, une initiative majeure en matière d'aires protégées dans le bassin du fleuve Congo.**



18 communautés obtiennent la reconnaissance de leurs droits fonciers en vertu de la législation nationale

Au Kenya, le **Indigenous Movement for Peace, Advancement and Conflict Transformation (IMPACT)** œuvre pour la reconnaissance officielle du bassin versant de la rivière Mid Ewaso Ng'iro en tant qu'APAC. La région s'étend sur sept comtés et abrite plus de 3,5 millions de pasteurs autochtones. Dans ce cadre, IMPACT a soutenu la cartographie et les calendriers bioculturels, la recherche fondée sur les savoirs traditionnels, ainsi que l'élaboration de Protocoles bioculturels communautaires (BPC) conçus par les communautés elles-mêmes. L'organisation a également mis en place des échanges de formation sur les droits fonciers, la conservation fondée sur les droits et les mécanismes de sauvegarde tels que le FPIC. **En juin 2025, 18 des 24 terres communautaires étaient enregistrées au titre de la Community Land Act du Kenya**, et quatre autres étaient en cours de régularisation.



18 communautés mapuches utilisent la cartographie pour faire progresser la restitution et préserver la mémoire culturelle

Au Chili, **Futa Mawiza a cartographié huit territoires ancestraux couvrant 134 973 hectares**, générant des données clés pour appuyer la planification communautaire de l'utilisation des terres et le plaidoyer. Bien qu'un faible pourcentage seulement de ces terres ait été officiellement reconnu par des titres fonciers, le processus de cartographie a jeté les bases de l'avancement de la reconnaissance juridique et de la restitution territoriale pour les communautés mapuches. En Argentine, dans la région de Futa Mawiza, dix communautés mapuches ont créé des cartes bioculturelles en s'appuyant sur les récits oraux et les parcours territoriaux. Conçues à travers le prisme du vol du condor des Andes, ces cartes préservent les sites sacrés, la mémoire communautaire et les savoirs ancestraux — servant d'outils d'enseignement, de défense territoriale et de continuité culturelle.



Les plans de vie ancrent l'autodétermination territoriale de 13 nations amazoniennes

Au Pérou, la **Federación Nativa del Río Madre de Dios y Afluentes (FENAMAD)** travaille avec **13 communautés des nations Yine et Ese Eja à l'élaboration de plans de vie** qui documentent l'histoire vivante de leurs territoires, où les anciens marchent aux côtés des jeunes et s'engagent dans un dialogue intergénérationnel. **Ces plans sont essentiels pour consolider chaque nation autour d'une vision commune, faire progresser l'autodétermination et renforcer la reconnaissance de ces zones en tant que territoires ancestraux.**

Intégration des connaissances traditionnelles et scientifiques

La fusion des savoirs traditionnels et scientifiques est de plus en plus reconnue comme essentielle pour obtenir des résultats holistiques et durables en matière de conservation.

Les peuples autochtones et les communautés locales possèdent des systèmes de connaissances approfondis et ancrés dans leur territoire, développés au fil des générations, qui guident depuis longtemps la gestion des terres, des eaux et de la biodiversité. Pourtant, cette richesse de connaissances a trop souvent été sous-estimée dans les efforts de conservation traditionnels. L'ICI comble cette lacune en reconnaissant et en intégrant activement les savoirs traditionnels aux méthodes scientifiques. Cet engagement ne se traduit pas seulement par des actions de plaidoyer, mais aussi par des pratiques sur le terrain, à travers des indicateurs culturels autochtones, des systèmes éducatifs traditionnels et des outils développés conjointement qui garantissent que la conservation est ancrée dans la culture et adaptée au contexte local.

Les savoirs traditionnels façonnent la politique nationale d'éducation dans le Pacifique

Aux **Îles Cook**, l'ICI a aidé la Maison des Ariki et son organisme fiduciaire, UANKA Inc., à organiser un atelier national réunissant 15 Ariki (chefs), détenteurs de savoirs traditionnels, femmes et jeunes. **Cet atelier a abouti à une déclaration sur l'éducation culturelle fondée sur les pratiques coutumières, la gestion de l'environnement et les valeurs culturelles, qui a été officiellement présentée au ministère de l'Éducation** lors du Symposium national sur l'éducation en mai 2025, afin de façonner les politiques futures qui refléteront les savoirs autochtones.

Photo : Maison d'Ariki



Une émission radiophonique sur les savoirs autochtones atteint plus de 10 000 auditeurs

Au **Népal**, la **Fédération népalaise des nationalités autochtones (NEFIN)** a diffusé **19 émissions de radio sur les connaissances autochtones et le changement climatique, touchant plus de 10 000 auditeurs.** Elle a également produit un documentaire sur la tradition Sakela de la communauté Rai, vu par 2 500 personnes, sensibilisant ainsi le public au patrimoine culturel autochtone et à la contribution des communautés autochtones à la conservation. Une étude de cas sur les systèmes de gouvernance traditionnels a également été réalisée.

Photo : NEFIN



Réhabilitation des savoirs ancestraux grâce à l'éducation des jeunes et à la médecine traditionnelle

Au **Chili**, **Futa Mawiza a créé l'école de connaissances Kimeluwün**, qui propose des programmes visant à former les jeunes Mapuches aux pratiques culturelles traditionnelles, à l'éducation environnementale et à la protection du territoire. En **Argentine**, **Futa Mawiza a organisé des ateliers sur l'orfèvrerie et la céramique** afin de faire revivre les pratiques ancestrales et **a collaboré avec le Centre de santé interculturel Raguén Kien pour faire progresser les connaissances sur les plantes médicinales et la médecine traditionnelle.**

Photo : Futa Mawiza



Renforcement des moyens de subsistance résilients et des économies autochtones

Des moyens de subsistance durables et ancrés dans la culture constituent le pilier de l'autodétermination des peuples autochtones et sont essentiels à la pérennité des résultats en matière de conservation. Pour ces peuples, les systèmes économiques ne se limitent uniquement à la génération de revenus : ils sont intimement liés à l'identité culturelle, aux savoirs ancestraux et à la gestion des terres et des eaux. Grâce à l'ICI, les partenaires poursuivent leurs efforts pour revitaliser les économies traditionnelles, renforcer la souveraineté alimentaire et soutenir les entreprises autochtones en accord avec leurs valeurs communautaires et l'intégrité écologique. En investissant dans des chaînes de valeur fondées sur la nature et en favorisant des modèles économiques ancrés dans les visions du monde autochtones, l'ICI contribue à garantir des moyens de subsistance qui renforcent à la fois la résilience des communautés et la conservation de la biodiversité. Ces efforts permettent non seulement de réduire la vulnérabilité à l'économique, mais aussi de réaffirmer le rôle moteur des peuples autochtones dans la construction d'un avenir durable selon leurs propres conditions.



Photo : Hope Kiwely



Photo : Futa Mawiza



Photo : FENAMAD



Photo : ANAPAC

Des forums dirigés par des femmes stimulent la revitalisation économique et la restauration des parcours

En **Tanzanie**, l'**UCRT** soutient les moyens de subsistance des populations autochtones grâce à une approche holistique qui combine le renforcement des capacités et l'octroi de capitaux d'amorçage ciblés. **Au total, 192 femmes issues des 9 forums sur les droits et le leadership des femmes (WRLF)**, composés chacun de 24 membres, **ont suivi une formation financière** dans le cadre d'un programme VICOBA (Village Community Bank) de cinq jours. **Chaque groupe a ensuite reçu un capital d'amorçage de 1 870 dollars américains, soit un total de près de 15 000 dollars américains, à investir dans des activités génératrices de revenus** telles que l'agriculture, l'engraissement du bétail et les petites entreprises pour huit groupes dans les districts de Simanjiro, Longido et Mbulu. **L'UCRT a également soutenu cinq groupes de pasteurs (50 membres chacun) en leur fournissant 25 taureaux et 53 chèvres pour des initiatives d'engraissement, et a placé plus de 360 000 hectares de pâturages** dans huit villages des districts de Simanjiro et Longido **sous gestion des ressources humaines afin de restaurer la santé des écosystèmes.**

Des solutions locales renforcent la souveraineté alimentaire et stimulent l'innovation en matière de moyens de subsistance dans les territoires mapuche

Au **Chili**, **Futa Mawiza a mis en place le programme de petites subventions Kume Mongen afin de soutenir les moyens de subsistance locaux et les initiatives de conservation.** À ce jour, sept initiatives ont été soutenues, telles que des pépinières communautaires qui contribuent au reboisement local, des réseaux de jardins communautaires pour renforcer la sécurité alimentaire et deux foires locales qui favorisent la commercialisation et renforcent l'accès au marché. En **Argentine**, **Futa Mawiza a soutenu 10 communautés par le biais de subventions afin de mettre en œuvre des projets communautaires de subsistance**, notamment l'élaboration de plans de gestion forestière, l'extension des réseaux d'approvisionnement en eau, le développement du tourisme et des infrastructures communautaires, ainsi que l'amélioration de la gestion et des pratiques d'élevage.

Munies de nouveaux outils et de nouvelles connaissances, 10 communautés amazoniennes s'attaquent à la pollution au mercure pour protéger la santé et les écosystèmes

Confrontée à l'augmentation de la contamination au mercure liée à l'exploitation minière, la **FENAMAD a lancé un programme novateur de suivi communautaire de la santé et de l'environnement dans l'Amazonie péruvienne.** En partenariat avec 10 communautés de la nation Yine, cette initiative appuie les jeunes et les leaders autochtones dans la collecte d'échantillons biologiques et environnementaux — provenant de l'eau, du sol, des poissons et même de cheveux humains — afin **d'évaluer l'exposition au mercure et ses impacts.** Cette démarche, une première dans la région, renforce le leadership autochtone en dotant les communautés d'outils scientifiques et de plaidoyer pour défendre leur santé, leur territoire et leur avenir. Cette innovation, qui fait progresser l'action environnementale dirigée par les Peuples autochtones, **sera présentée à la COP 2025 de la Convention de Minamata comme modèle de justice environnementale.**

Femmes et jeunes autochtones outillés pour les sous-subsidations liées aux moyens de subsistance

En **RDC**, l'**ANAPAC a appuyé la création et le renforcement de groupes de femmes et de jeunes à Diyoko, Losomba (province du Sankuru) et Mpembe (province de Maï-Ndombe),** à travers le renforcement des capacités sur des activités génératrices de revenus en lien avec la conservation de la biodiversité. Une conseillère en égalité des genres a été mobilisée pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie de formation axée sur la gouvernance des groupes, la résolution des conflits et l'inclusion de la dimension genre. À ce jour, plus de 500 femmes ont participé à ces formations, **ce qui a conduit à la formalisation de comités communautaires désormais officiellement reconnus par les autorités locales.** Ces groupes **se sont depuis affirmés comme de nouveaux acteurs de la gouvernance des APAC,** renforçant l'autonomisation économique des femmes et **leur permettant de plaider pour un meilleur accès à l'éducation ainsi qu'une participation accrue aux processus décisionnels locaux.**

Égalité des sexes et leadership des femmes

L'égalité des sexes et le leadership des femmes sont au cœur de la vision de l'ICI en matière de conservation inclusive. Dans les 10 territoires, les femmes autochtones participent aux décisions, renforcent les institutions et font progresser la conservation en s'appuyant sur les valeurs culturelles et les priorités communautaires. Les 10 initiatives mettent en œuvre des plans d'action pour l'égalité des sexes (GAP) complétés par 9 WRLF qui défendent les droits fonciers des femmes en Tanzanie. Plus de 1 800 femmes autochtones ont bénéficié d'initiatives d'autonomisation économique en RDC, au Guatemala et en Tanzanie. Des protocoles de prévention et de réponse à la violence sexiste sont désormais en place au Pérou, au Chili, en Argentine et en RDC. Ces efforts diversifiés ne se contentent pas de modifier les normes institutionnelles, ils favorisent également une transformation culturelle et générationnelle plus large, dans laquelle les femmes et les hommes autochtones sont activement engagés et autonomisés, reconnaissant l'importance de leur participation égale et de leurs rôles complémentaires dans la conservation de la biodiversité sur leurs territoires.

Sur ses traces :
les femmes autochtones dans le leadership en matière de conservation

1 800+

femmes autochtones ont été économiquement autonomisées en RDC, au Guatemala et en Tanzanie

10

9

Plans d'autonomisation des femmes (GAP) sont réalisés

forums pour les droits et le leadership des femmes (WRLF) ont été créés en Tanzanie afin de promouvoir l'égalité des genres et les droits fonciers des femmes

4

protocoles de prévention et de réponse à la violence sexiste (GBV) au Pérou, au Chili, en Argentine et en RDC



Photo : UCRT

Les droits fonciers des femmes promeuvent l'égalité



Photo : Sotz'il

Autonomisation des femmes autochtones dans les chaînes de valeur essentielles

Au Guatemala, Sotz'il a soutenu le renforcement des capacités du personnel des partenaires de mise en œuvre en matière de genre et de visions du monde des peuples autochtones. Dans le cas de Fundalachua, ce soutien a renforcé l'inclusion des femmes dans la chaîne de valeur du cacao, en particulier 178 femmes Q'eqchi' qui transforment et élaborent désormais des produits à base de cacao, au lieu de vendre des fèves de cacao brutes. Grâce à des formations en entrepreneuriat liées aux activités agricoles et forestières, les organisations chargées de la mise en œuvre ont soutenu l'autonomisation économique de plus de 1 100 femmes autochtones. Ces efforts ont incité les organisations participantes à élaborer ou à réviser leurs politiques en matière d'égalité des sexes, qui ont été intégrées dans leurs plans d'action pour l'autonomisation des femmes GAP.

Au Népal, dans le cadre de l'initiative SAINO, le système communautaire de suivi et d'information (CBMIS) est passé d'un exercice technique à un processus dirigé par les populations autochtones, ancré dans la culture et tenant compte des questions de genre. Les femmes autochtones, qui possèdent une connaissance intime des ressources forestières, des rituels culturels et des rythmes saisonniers, ont joué un rôle central dans la documentation des calendriers saisonniers, de la biodiversité et des sites culturels. Dans le village de Chimang, la cartographie des espaces sacrés tels que Sevithan et Chhekang est devenue un acte de renaissance culturelle et de transmission intergénérationnelle des connaissances, les femmes racontant leurs souvenirs des rituels et les jeunes créant des cartes pour les générations futures. De nombreuses femmes ont déclaré se sentir non seulement incluses, mais aussi respectées et écoutées, certaines pour la première fois dans un cadre officiel. Cette expérience a permis aux femmes âgées et aux jeunes femmes de se réapproprier leur rôle de gardiennes du patrimoine immatériel et d'en être fières, tout en inspirant les jeunes femmes à être fières de leurs traditions.



Photo : NEFIN

Documenter les rythmes et les cycles à travers son regard

En Thaïlande, l'IPF a aidé les femmes autochtones à documenter les processus de consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) et à préserver les systèmes de savoirs traditionnels liés à la biodiversité et à l'utilisation des terres. Cette action a permis une meilleure reconnaissance des systèmes de savoirs traditionnels des femmes, et les femmes leaders jouent désormais un rôle central dans le lancement et la promotion de plans de partage des savoirs. Par exemple, les femmes Lisu de la communauté de Pang Sa, dans la province de Chiang Rai, ont élaboré un plan communautaire visant à préserver et à transmettre les savoirs traditionnels liés à la conservation et à la gestion des semences locales. À Sob Khong, dans la province de Mae Hong Son, les femmes ont mené des efforts pour préserver et enseigner les techniques de teinture naturelle. Parallèlement, les femmes Mani ont commencé à transmettre aux jeunes générations de leur communauté leurs techniques de tissage à partir de feuilles de palmier.



Photo : IPF Thaïlande

Tisser les savoirs des femmes autochtones à travers les générations

Leadership des jeunes et apprentissage intergénérationnel

Les jeunes issus des peuples autochtones et des communautés locales jouent un rôle essentiel dans l'avenir de la conservation.

Grâce à l'ICI, les jeunes ne se contentent pas de participer à des actions environnementales, ils s'imposent comme des leaders, des détenteurs de connaissances et des défenseurs. L'ICI favorise les opportunités d'apprentissage intergénérationnel et de renforcement des capacités, en associant la transmission des savoirs traditionnels à des outils qui permettent aux jeunes de jouer un rôle de premier plan au sein de leurs communautés et sur la scène internationale. L'ICI investit dans la prochaine génération en soutenant les jeunes autochtones en tant que leaders, détenteurs de connaissances et bâtisseurs de ponts entre la sagesse ancestrale et les voies futures de la conservation.



Les jeunes mayas : leur territoire

En **Mésoméridie**, le consortium **Ru K'ux Abya Yala renforce le leadership des jeunes grâce à deux programmes diplômants au Guatemala, l'un sur la gestion des ressources et l'autre sur l'utilisation des équipements topographiques**, suivis par des jeunes d'Izabal et du Petén. Ces programmes sont complétés par des échanges intergénérationnels de connaissances, notamment des rencontres avec des aînés et des programmes pour les jeunes axés sur la cosmologie maya et les pratiques de conservation.



Photo : Ak'Tenamit

Traditions de voyage pour une nouvelle génération

Aux **Fidji**, le **Bose Vanua o Lau s'est associé à la Drua Sailing Experience pour revitaliser les pratiques traditionnelles de navigation parmi les jeunes**. Le Drua (canoë traditionnel fidjien) servira de plateforme interactive d'éducation à l'environnement, permettant aux jeunes Fidjiens de renouer avec les connaissances culturelles liées au paysage marin. Le Bose Vanua a également accueilli le Lau Seascape Youth Exchange, qui a réuni 18 participants pour un moment d'apprentissage et de dialogue.



Photo : Roko Josefa Cinavilakeba

Tradition d'apprentissage à travers des médias créatifs

En **Thaïlande**, l'**IPF a développé des supports pédagogiques promouvant les connaissances autochtones en matière de conservation, d'utilisation durable de la biodiversité et de partage équitable des avantages**. Ces **ressources** ont été **publiées en thaï sur leur site web dédié : www.ipfthailand.org**, contribuant ainsi à préserver et à partager les connaissances avec les jeunes générations.



Photo : IPF Thaïlande

PARTIE III : CONSTRUIRE DES PLATEFORMES PUISSANTES

Le Programme international de bourses en politique environnementale joue un rôle essentiel dans la continuité et le renforcement du mouvement mondial des peuples autochtones. En investissant dans la formation et le mentorat de jeunes leaders autochtones émergents, le programme soutient une nouvelle génération appelée à porter la vision, les savoirs et les stratégies de plaidoyer tracés par leurs aînés. Ce lien intergénérationnel constitue non seulement un hommage au leadership de celles et ceux qui les ont précédés, mais aussi une stratégie cruciale pour que les voix autochtones demeurent au cœur de l'élaboration des politiques environnementales et puissent impulser des changements transformateurs sur la scène mondiale. Il importe de souligner que cet engagement mondial s'ancre dans — et répond à — leurs contextes, priorités et luttes autochtones au niveau des territoires.

Dans cette optique, le Programme de bourses accompagne les jeunes leaders autochtones en reliant leur travail de conservation communautaire aux politiques environnementales mondiales. La première cohorte de cinq boursiers autochtones — originaires du Chili, du Panama, du Kenya, de la Tanzanie et de la RDC — a entrepris un parcours transformateur en trois phases : s'inspirer de l'expérience des leaders autochtones mondiaux ; appliquer ces acquis à des études de cas ancrées dans leurs territoires ; et s'impliquer directement dans les instances internationales de politique environnementale.

Photo : Hope Kiwely



Rapport de la phase trois - Joindre le geste à la parole : comment la conservation inclusive produit des résultats

Programme international de bourses en politiques environnementales

Un moment fort de l'année a été la participation active des boursiers à la 16^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP16) en Colombie, où ils ont porté haut les perspectives autochtones sur le climat et la biodiversité sur le plan international. Leurs contributions – allant de la conduite d'actions de plaidoyer communautaire à la publication d'études de cas percutantes – ont démontré la profondeur et la diversité du leadership autochtone en matière de conservation. Au-delà de la visibilité, le programme a renforcé la confiance et les réseaux de chaque boursier, créant un effet domino de retombées positives en termes de leadership dans leurs communautés et réseaux respectifs.

Pour amplifier son impact et assurer une dynamique durable, le Programme de bourses doit continuer à tisser de fortes synergies avec des initiatives complémentaires partageant sa vision. Les collaborations stratégiques élargissent non seulement les opportunités offertes aux jeunes leaders autochtones, mais renforcent également les bases d'un changement pérenne. Un exemple marquant est la campagne *L'intendance de la Terre* (angl. Stewarding the Earth) de l'UICN et son programme de bourses, financés par l'Initiative des peuples autochtones PODONG, qui soutiennent actuellement un total de cinq boursiers ICI – anciens et actuels – originaires d'Amérique latine, afin de leur permettre de suivre un diplôme spécialisé en gouvernance territoriale et en adaptation au changement climatique. Ce type de partenariats inter-initiatives est vital – non seulement pour élargir la portée du programme, mais aussi pour donner à une génération d'acteurs autochtones du changement les moyens d'influencer les politiques et les actions, du terrain jusqu'à la scène internationale.

Boursiers 2025 : Élargir l'impact

La deuxième cohorte du Programme international de bourses en politiques environnementales compte sept boursiers, complétant ainsi la représentation des 12 pays de l'ICI au fil des deux cohortes.

Ce programme suit quatre étapes clés :

1. **Concevoir** – Élaborer des études de cas
2. **Apprendre** – Participer à des webinaires et formations
3. **S'engager** – Prendre part à des événements mondiaux
4. **Partager** – Ramener les enseignements dans leurs territoires



« Ce pour quoi nous nous battons aujourd'hui, ce n'est pas pour être considérés comme des conservationnistes. Nous ne sommes pas des conservationnistes – nous faisons partie de la terre, et la conservation est notre vie. Nous ne pouvons donc pas dire que les peuples autochtones et les communautés locales doivent être reconnus comme « faisant de la conservation » – il faut reconnaître que c'est notre mode de vie : c'est la conservation en elle-même. »

— William Naimado, IMPACT, Kenya

Boursier du Programme international de bourses en politiques environnementales 2024-2025

Photo : Sofía Troya

S'appuyer sur l'expérience des boursiers

Le Programme international de bourses en politiques environnementales continue de s'élargir grâce à des **partenariats stratégiques** et à des **cofinancements**, tout en construisant une **Communauté de pratique dynamique** favorisant l'apprentissage continu, le partage d'expériences et la collaboration inter-cohortes.

Points saillants :

- Les boursiers ont participé à une formation **organisée par l'ICI sur le genre, la biodiversité et la diplomatie autochtone**.
- Grâce à un cofinancement du **Mécanisme spécial de dons (DGM)**, deux boursières (Guatemala et Îles Cook) ont participé à la **Deuxième formation mondiale des femmes du DGM** au Kenya, consacrée à la gouvernance climatique inclusive.
- Un partenariat avec l'**Initiative des peuples autochtones PODONG de l'UICN** a permis à cinq boursiers (Guatemala, Panama, Chili, Pérou et Argentine) d'obtenir un **diplôme en gouvernance territoriale et en adaptation au changement climatique**, délivré par le **Centro de Autonomía y Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CADPI)**. Ces boursiers participeront également au Sommet mondial des peuples autochtones et de la nature de l'UICN : *Notre savoir est la langue de la Terre-Mère* ainsi qu'au **Congrès mondial de la nature de l'UICN**, en octobre à Abou Dhabi.
- **La collaboration en cours entre les cohortes 2024 et 2025** est soutenue par des échanges virtuels entre pairs, des espaces d'apprentissage communs et du mentorat.
- **Les anciens de la première cohorte ont contribué au lancement de la deuxième**, en partageant leurs expériences et en renforçant les liens entre cohortes.

Ces **synergies** participent à la construction d'un **réseau d'apprentissage continu**, qui enrichit l'expérience des boursiers, renforce leur rôle d'agents de changement dans leurs territoires et accroît leur impact dans les espaces de plaidoyer politique aux niveaux national et international.

Photos fournies par les boursiers



Matauri Miria, Îles Cook

Matauri étudie les aliments traditionnels de base, en se concentrant sur la culture du taro sur l'île d'Atiu. Elle documente les savoirs ancestraux à travers des entretiens avec les anciens et les jeunes. Son travail vise à promouvoir la transmission de ces pratiques aux jeunes générations dans un contexte de changements climatiques et sociaux.



Apisai Kalivakarua, Fidji

Apisai mène son étude de cas à Mabula, sur l'île de Cicia, en mettant l'accent sur l'autonomisation du leadership des jeunes dans la gestion environnementale. Son projet s'attaque aux impacts du changement climatique, tels que les inondations, à travers des sessions de sensibilisation et des opérations communautaires de nettoyage du système de drainage de Dulo.



Chanchira Tawangthan, Thaïlande

Chanchira étudiera les perceptions et les adaptations autochtones face au changement climatique dans le cadre de la politique thaïlandaise du « Zéro brûlis », en documentant les savoirs traditionnels et les impacts de cette politique. Ses conclusions contribueront à renforcer la participation et la sensibilisation des peuples autochtones dans les politiques environnementales.



Krizzley Ordóñez Garcia, Guatemala

Krizzley travaille avec la communauté isolée de La Pintada pour promouvoir la reforestation et l'agroforesterie ancrées dans les savoirs ancestraux q'eqchi'. Son étude de cas met l'accent sur le renforcement du rôle des jeunes et des femmes dans la conservation et la gestion environnementale communautaire.



Luna Larrat, Argentine

Luna collabore avec la communauté mapuche urbaine « Lof Newen Mapu » à Neuquén afin de répondre aux impacts des industries extractives telles que la fracturation hydraulique. Son étude de cas porte sur la revitalisation des savoirs ancestraux et le renforcement des stratégies communautaires de défense territoriale et environnementale.



Maglin Alvarado, Pérou

Maglin réalise une étude de cas sur la contamination au mercure dans les communautés Yine non minières, affectées par l'exploitation minière illégale. Elle documentera les perceptions communautaires et plaidera pour l'inclusion de cette problématique dans le Plan de vie des Yine, promouvant ainsi les droits des peuples autochtones et leur visibilité aux niveaux national et international.



Sanjog Thakali, Népal

Sanjog documente les impacts climatiques et culturels à Thini, Mustang, afin de renforcer les savoirs écologiques traditionnels et de soutenir l'adaptation communautaire. Son étude de cas favorise l'apprentissage intergénérationnel et alimentera le plaidoyer en matière de politiques climatiques aux niveaux local et international.

ACADEMIE D'APPRENTISSAGE MAKANISI



L'Académie d'apprentissage Makanisi a été créée dans le cadre de l'engagement de l'ICI à renforcer les capacités des peuples autochtones (PA) et des communautés locales (CL) à diriger les efforts de conservation.

Elle constitue le centre dédié à l'apprentissage et au partage des connaissances, ainsi qu'une communauté de pratique en pleine expansion de l'ICI. Makanisi est conçue comme une plateforme d'apprentissage et d'échange continus, produisant et offrant un accès à des ressources techniques et organisationnelles, tant pour les organisations de PA et de CL au sein de l'ICI que pour la communauté mondiale plus large des PA et CL.

Makanisi propose un centre virtuel d'apprentissage transversal et culturellement adapté, où les PA et les CL peuvent accéder à des supports de connaissance, des outils, des modules de formation et des liens vers des plateformes associées. Elle sélectionne et partage également des ressources développées par des organisations de PA et CL ayant une expertise en renforcement des capacités, afin de garantir que le savoir reste ancré dans les perspectives autochtones et locales tout en soutenant l'apprentissage et la collaboration.

À travers les évaluations des besoins organisationnels de l'ICI — menées avec les organisations de PA et CL, ainsi qu'avec les contributions des partenaires et initiatives de renforcement des capacités des PA et CL — six thèmes prioritaires ont été identifiés et approuvés par le GSC. Ceux-ci doivent être développés sous forme de cours d'apprentissage autonome, constituant le cœur du curriculum de Makanisi. Les cours sont hébergés sur la plateforme *Learning for Nature* (« Apprendre pour la nature ») du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et reliés au centre de connaissances Makanisi sur le site web de l'ICI.

Le premier cours, « *Peuples autochtones et communautés locales, genre et biodiversité : liens* », est désormais accessible au public, avec plus de 1 200 participants actuellement inscrits. Les cinq autres modules d'apprentissage autonome — portant sur des sujets tels que les cycles de projet et les cadres de gestion axée sur les résultats ; les systèmes de gouvernance des peuples autochtones ; les principes et stratégies de financement durable ; les négociations autochtones ; ainsi que les cadres mondiaux et régionaux relatifs aux droits et à la protection des peuples autochtones — sont en cours de développement. Ils seront disponibles en espagnol, anglais, français et dans d'autres langues supplémentaires.



Photo : Priscila Tapajowara

IDENTITÉ DE L'ACADÉMIE D'APPRENTISSAGE MAKANISI

Que signifie « Makanisi » ?

Makanisi est un mot en lingala dérivé du verbe *ko kanisa*, qui signifie « penser ». Il recouvre un large éventail de significations — réflexion, vision, sagesse, mémoire et planification — et représente la transmission des savoirs à travers les générations. Pour les peuples autochtones (PA) et les communautés locales (CL), *Makanisi* symbolise une bibliothèque vivante de savoirs traditionnels, de mémoire ancestrale et d'imaginaire spirituel.

À propos du logo

Le logo de Makanisi a été co-créé lors d'un atelier de conception participatif avec le partenaire de l'ICI, ANAPAC, et des artistes locaux. L'arbre représente les traditions enracinées, la sagesse et la croissance, tandis que le cercle symbolise l'unité, la continuité et l'apprentissage collectif.

Conception du logo Makanisi : Wolotech



COURS MAKANISI : PEUPLES AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS LOCALES, GENRE ET BIODIVERSITÉ

Le premier cours de Makanisi, « *Peuples autochtones et communautés locales, genre et biodiversité* », a pour objectif de promouvoir une approche sensible au genre. Il s'aligne sur les objectifs de l'ICI et contribue à la réalisation des cibles 20, 21, 22 et 23ⁱⁱ du **Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF)**.

Élaboré par des experts autochtones, ce cours en trois modules vise à renforcer la compréhension des instruments juridiques internationaux relatifs au genre et des liens entre genre et biodiversité ; à développer les compétences nécessaires à l'intégration d'une approche sensible au genre tout au long du cycle de projet et à renforcer la prise en compte des questions de genre dans les politiques organisationnelles, avec une attention particulière portée aux problématiques touchant les femmes et les jeunes. À l'issue du cours, les participants reçoivent un certificat d'achèvement délivré par l'ICI.

ii [CBD/COP/Dec/15/4 - Convention sur la diversité biologique, https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-15/cop-15-dec-04-fr.pdf](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-15/cop-15-dec-04-fr.pdf)



MAKANISI COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE



En plus de proposer des ressources d'apprentissage, Makanisi favorise une communauté de pratique – un réseau croissant de peuples autochtones et de communautés locales engagé dans le partage des savoirs, le renforcement de la solidarité et le co-développement d'approches de conservation inclusive. Cette communauté relie des leaders à travers les régions pour échanger des expériences, renforcer les capacités et amplifier les solutions portées par les peuples autochtones. Ci-après figurent des exemples de rencontres organisées au cours de l'année écoulée qui ont contribué à cette communauté de pratique :

Premier forum annuel des parties prenantes de l'initiative pour une conservation inclusive

Du 24 au 26 juillet 2024, plus de **80 parties prenantes** – allant des partenaires communautaires aux responsables gouvernementaux de tout le bassin de la rivière Mid-Ewaso Ng'iro – ont participé au **premier Forum annuel des parties prenantes de l'Initiative pour une conservation inclusive**. Organisé à Nanyuki, au Kenya, par IMPACT, ce forum a constitué une étape importante pour favoriser le dialogue et la collaboration entre les acteurs de la conservation dans la région.

Le forum poursuivait trois objectifs clés :

- Partager les avancées et les résultats de la première année de l'ICI ;
- Réfléchir aux enseignements tirés et aux expériences communautaires ;
- Ouvrir un espace de dialogue sur ce à quoi devrait ressembler la conservation inclusive dans le nord du Kenya, où les modèles d'exclusion ont historiquement prédominé.

L'événement s'est conclu par la **rédaction collective d'un « Manifeste pour une conservation inclusive »**, posant les bases d'une vision commune et de principes directeurs pour ce paysage. Ce forum a marqué le début d'une nouvelle tradition : un rassemblement annuel conçu pour renforcer la solidarité entre détenteurs de droits et détenteurs d'obligations, amplifier les voix locales et co-crée des voies vers une conservation équitable et communautaire.

Photo : IMPACT

Premier congrès international sur les territoires autochtones dans la conservation

Le **premier Congrès international sur les territoires autochtones dans la conservation s'est tenu** du 9 au 11 septembre 2025, organisé par **Futa Mawiza au Chili**. Il a réuni plus de **100 leaders autochtones** qui ont proposé des approches de conservation environnementale dans des territoires sous gouvernance autochtone. Ces leaders, issus de territoires tels que les Arawak de la Sierra Nevada en Colombie, les Shuar de l'Amazonie équatorienne, les Wachiperi du Pérou, les Aymara des Hautes Andes, ainsi que des représentants des territoires mapuche au Chili, se sont rencontrés pour discuter de solutions communes à des problèmes partagés. Le Congrès s'est également concentré sur la vie communautaire et l'impact des facteurs de dégradation environnementale dans les territoires autochtones. Il a servi de **plateforme pour examiner la nouvelle législation chilienne sur la biodiversité et le processus de consultation autochtone relatif à l'élaboration des règlements du Système national des aires protégées (AP)**.

Deuxième formation mondiale des femmes du DGM

La **deuxième formation mondiale des femmes du DGM** s'est tenue à Nanyuki, au Kenya, du 5 au 8 mai 2025. Financée par le Mécanisme spécial de dons (DGM), co-organisée avec l'ICI et **accueillie par le partenaire de l'ICI, IMPACT Kenya**, l'activité a réuni plus de **35 dirigeantes autochtones et locales** venues de 15 pays. Les participantes comprenaient des boursières de l'ICI des Îles Cook et du Guatemala, des femmes leaders de Tanzanie, du Kenya et de la RDC, ainsi que des membres du réseau de l'Initiative Équateur du PNUD. Au cours de quatre jours d'apprentissage entre pairs et de visites de terrain auprès de communautés soutenues par l'ICI, la formation a favorisé le dialogue sur la gouvernance inclusive, la justice climatique et la conservation menée par les communautés. **Ce rassemblement a approfondi la collaboration interrégionale, renforcé l'engagement de l'ICI en faveur du leadership des femmes autochtones et créé des espaces inclusifs et solidaires pour l'apprentissage et la mise en réseau.**

Photo : Priscila Tapajowara

ÉCHANGES MONDIAUX ET REGIONAUX D'APPRENTISSAGE MAKANISI

Les Échanges mondiaux et régionaux d'apprentissage (LE) de l'ICI ont pour objectif de renforcer les partenariats et les réseaux interrégionaux des organisations de peuples autochtones (PA) et de communautés locales (CL), afin d'élargir considérablement la portée de leur programme de renforcement des capacités, aussi bien au sein qu'au-delà des participants directs du programme. Ils visent à mobiliser des organisations de PA et CL au-delà des zones géographiques couvertes par les initiatives, afin qu'elles puissent participer et collaborer aux expériences d'apprentissage ainsi qu'à la mise en œuvre des événements LEs.

Échange mondial d'apprentissage

Échange mondial d'apprentissage de Cali

Les 16 et 17 octobre 2024, l'ICI a organisé son **Échange mondial d'apprentissage et la réunion formelle du Comité directeur mondial à Cali, en Colombie, sur le territoire ancestral du Consejo Regional Indígena del Cauca (CRIC)**. Le CRIC a accueilli les participants sur ses terres, donnant le ton à deux journées de **dialogue et de collaboration significatifs**. À l'issue de l'échange, de nombreux participants ont rejoint les actions stratégiques de l'ICI à la **COPI6**.

L'Échange a réuni un groupe diversifié de parties prenantes, comprenant des représentants du **Secrétariat et de l'Agence du GEF**, de **CI**, de **l'UICN**, du **Groupe consultatif des peuples autochtones (IPAG)**, des **boursiers de l'ICI**, des leaders autochtones issus des 10 partenaires de l'initiative de l'ICI, ainsi que du **CRIC**.

Thèmes clés abordés :

- **Le droit coutumier et les systèmes juridiques autochtones ;**
- **Le leadership des femmes** dans la conservation ;
- **L'intégration des savoirs traditionnels (TK)** dans la gouvernance de la biodiversité ;
- **Le développement économique** à travers la conservation ;
- **Les modèles d'autonomisation communautaire et d'autogouvernance.**

Tout au long de l'échange, les partenaires de l'ICI ont partagé leurs expériences et défis, proposant des solutions enracinées dans les réalités vécues et les contextes culturels. La **rencontre s'est conclue** par un **engagement commun en faveur de la collaboration, de l'apprentissage et du renforcement de la conservation menée par les autochtones à l'échelle mondiale.**

Photos : IF NOT US THEN WHO?



Échanges régionaux d'apprentissage

Échange régional d'apprentissage – Afrique

Photo : Hope Kiwely

Du 4 au 9 août 2024, l'**Échange régional d'apprentissage d'Afrique** s'est tenu en Tanzanie, organisé par l'**UCRT**, avec l'appui des **deux autres partenaires régionaux africains de l'ICI, ANAPAC et IMPACT**. L'**échange a rassemblé 37 participants**, parmi lesquels des boursiers, des membres de communautés et des leaders du Tanzanie, du Kenya, du Bénin, du Cameroun, du Nigéria, du Mozambique et de la RDC. L'objectif de cet échange était de renforcer la capacité des peuples autochtones à mener la conservation de la biodiversité et à générer des bénéfices environnementaux grâce à l'apprentissage mutuel et à la collaboration. Il a comporté des discussions thématiques sur la sécurité foncière, les moyens de subsistance, l'inclusion du genre et la conservation fondée sur les droits, ainsi que des expériences d'immersion culturelle, telles que des visites auprès de la communauté Hadzabe et de la vallée de Yaeda. Ces visites ont mis en valeur des réussites en matière de conservation communautaire et des étapes importantes – comme la remise de certificats de terres villageoises dans le district de Mbulu. **L'échange a permis de consolider les partenariats et de renouveler l'engagement en faveur d'un changement transformateur à travers l'Afrique.**



Échange régional d'apprentissage – Asie

Photo : NEFIN

L'**Échange régional d'apprentissage d'Asie** s'est tenu du 4 au 11 octobre 2024 à **Pokhara** et dans le village de Thini, district de Mustang (Népal), **coordonné par le NEFIN (Népal) et l'IPF (Thaïlande)**, avec le soutien de partenaires locaux. Faisant partie des Échanges régionaux d'apprentissage de l'Asie de l'ICI (ARLE), l'événement a porté sur les approches des PA et CL dans la gestion des terres, territoires, ressources et de la biodiversité. **Il a réuni 110 participants**, dont des aînés, des jeunes, des femmes leaders, des autorités coutumières et des représentants d'organisations telles que l'UICN. L'échange a débuté à Pokhara par une cérémonie autochtone et la présentation de sous-projets, tels que le SAINO du NEFIN et les travaux de l'IPF en Thaïlande. Des activités culturelles comprenaient des visites de musées et de sites sacrés. À Thini, les participants ont expérimenté les modes de vie locaux à travers des séjours en immersion, découvrant le système Mukhiya, une structure de gouvernance coutumière supervisant des rôles essentiels dans l'irrigation, la résolution des conflits, les fêtes communautaires et d'autres affaires de la communauté. **L'échange s'est conclu à Pokhara par des réflexions sur la gouvernance autochtone et la gestion des ressources**, offrant aux participants de précieuses perspectives sur les visions du monde et les traditions des communautés autochtones de montagne du Népal.



Échange régional d'apprentissage – Amérique latine

Photo : Hector Thompson

L'**Échange régional d'apprentissage d'Amérique latine** s'est tenu du 21 au 25 mars 2025 à Gunayala, **Panama**. L'**événement a réuni 22 participants**, dont des leaders autochtones issus de sept organisations soutenues par l'ICI dans cinq pays, ainsi que des alliés tels que le **FILAC** et le **FIAY**. **Coordonné par la Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena (FPCI) et Sotz'il**, le rassemblement s'est concentré sur le régime foncier, la gouvernance, la biodiversité et la conservation culturelle, avec des sessions consacrées aux violences sexistes (GBV), au suivi environnemental et à la défense des territoires. Accueilli à Nusagandi, l'échange a inclus une visite des mangroves de Masargandi et un déplacement à Usdub pour l'inauguration de l'atelier de Mola d'Usdub. **L'échange a mis en avant la conservation menée par les communautés, l'inclusion culturelle et genrée, ainsi que les menaces communes liées à l'extractivisme et au sous-financement**. Il s'est conclu par un engagement commun en faveur du plaidoyer régional, comprenant des diplômes conjoints, des stratégies de financement et un **observatoire des femmes** centré sur le thème : « *Dualité et complémentarité pour l'autodétermination dans nos territoires bioculturels* ».



PARTIE IV : FAIRE PROGRESSER LES POLITIQUES ET LES CHANGEMENTS SYSTEMIQUES

Impact politique

Renforcer l'influence des PA et des CL dans les politiques environnementales

Les activités de plaidoyer et d'action politique sont au cœur de l'ICI, car elles portent et amplifient la voix des peuples autochtones et des communautés locales dans la gouvernance environnementale nationale et internationale. Par leur participation stratégique aux conventions des Nations Unies (ONU) sur le climat et la biodiversité, les résultats des projets de l'ICI mettent en évidence les contributions des peuples autochtones et des communautés locales aux objectifs environnementaux mondiaux. À travers des programmes de renforcement des capacités, tels que le Programme international de bourses en politique environnementale (International Environmental Policy Fellows Program) et l'Académie d'apprentissage Makanisi, l'ICI contribue à intégrer les savoirs, les droits et le leadership des peuples autochtones et des communautés locales dans les décisions et cadres politiques relatifs à la biodiversité. Ces efforts renforcent non seulement les résultats en matière de conservation, mais favorisent également un accès équitable aux processus décisionnels et aux financements environnementaux.



Photo : Agustina Rato pour IIFB

Apprentissage partagé et engagement dans le cadre des Conventions de Rio

Les programmes de renforcement des capacités tels que le Programme de bourses, les Échanges régionaux et mondiaux de l'ICI (LEs), ainsi que le soutien à la participation des leaders PA et CL aux travaux de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ont contribué à renforcer leur implication dans les principales discussions politiques. Plus de 600 partenaires de l'ICI et leaders PA et CL ont participé à sept activités d'apprentissage partagé de l'ICI. Ces activités ont renforcé leur influence sur les politiques mondiales et accru la reconnaissance internationale de la conservation menée par les PA et CL, y compris ses contributions à la biodiversité mondiale et aux Bénéfices environnementaux globaux (BEG) dans le cadre des Conventions de Rio et d'autres instances internationales pertinentes.

Faire progresser la conservation inclusive à la COP16

À la COP16, tenue à Cali, en Colombie, 23 000 participants issus de 196 pays se sont réunis pour la première COP sur la biodiversité depuis l'adoption du Cadre mondial de la biodiversité (GBF). Les négociations clés ont porté sur la transformation de l'accord mondial en actions nationales et sur la mobilisation des financements nécessaires à sa mise en œuvre.

Les partenaires de l'ICI ont organisé et participé à six événements parallèles, ainsi qu'à de nombreuses actions stratégiques. Le leadership des peuples autochtones et leur participation active au Forum international autochtone sur la biodiversité (IIFB) ont joué un rôle majeur dans le plaidoyer et les négociations qui ont conduit à la création et à l'adoption d'un nouveau Sous-organe subsidiaire permanent sur l'article 8(j). Ce résultat représente une étape historique dans le renforcement de la participation des PA et CL à la prise de décision et à la mise en œuvre dans le cadre de la CDB. Il consacre également la reconnaissance de leurs savoirs traditionnels, de leurs droits et de leur leadership dans l'avancement du GBF.

La participation de l'ICI à la COP16 a également constitué une démonstration concrète de la manière dont des approches inclusives et fondées sur les droits peuvent répondre aux ambitions du GBF – en particulier la cible 3ⁱⁱⁱ du GBF, qui appelle à ce que 30 % de la planète soient effectivement conservés d'ici 2030 par des moyens équitables et inclusifs.

La présence de l'ICI à la COP16 comprenait :

- La co-organisation du Sommet officiel Nature-Culture ;
- L'alignement des positions institutionnelles et la conduite d'actions de plaidoyer ciblées ;
- La collaboration avec des décideurs politiques et parties prenantes clés ;
- L'organisation et la participation à six événements parallèles officiels, notamment sur :
 - ◊ La conservation inclusive de la biodiversité ;
 - ◊ Le renforcement du soutien du GEF et des mécanismes multilatéraux ;
 - ◊ La réinvention de la conservation ;
 - ◊ L'accès direct aux financements pour le climat et la biodiversité ;
 - ◊ La présentation du Rapport de la phase 2 de l'ICI – GEF-7.

À travers ces actions, l'ICI a démontré comment des modèles dirigés par les autochtones et enracinés dans les communautés peuvent opérationnaliser le GBF et réaliser des avancées concrètes vers la cible 3 – dans un esprit de justice, d'équité et de leadership autochtone.



Photo : Andrea Rodriguez

iii Convention sur la diversité biologique, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2 novembre 2006, www.cbd.int/gbf/targets/3.



Engagement des partenaires de l'ICI dans les SPANB

Le GBF établit une série d'objectifs qui dépendent des engagements pris au niveau national, tels que décrits dans les SPANB récemment mis à jour par les pays. L'ICI a servi de point d'entrée innovant pour mettre en évidence les contributions des PA et des CL aux objectifs nationaux en matière de biodiversité. Dans les 12 pays où les partenaires de l'ICI ont participé aux processus de mise à jour des SPANB, ils ont promu une approche impliquant l'ensemble de la société afin d'atteindre les objectifs du GBF. Les stratégies d'impact de l'ICI ont contribué à articuler clairement la manière dont chaque projet va au-delà des GEB, en positionnant les initiatives menées par les PA et les CL comme essentielles pour atteindre les objectifs nationaux et mondiaux en matière de conservation.

Photo : Hector Thompson

PARTIE V : APPRENTISSAGE ET ÉVOLUTION

L'ICI incarne une approche dynamique, fondée sur « l'apprentissage par la pratique », qui s'adapte aux besoins des partenaires grâce à la décentralisation, la co-création et un soutien localisé. Elle a affiné ses stratégies pour renforcer la gouvernance des PA et des GL, améliorer les opérations et garantir la durabilité. Tirant parti de ses succès comme de ses défis, l'ICI encourage un apprentissage inclusif, la collaboration entre parties prenantes et la simplification des systèmes, créant ainsi un modèle de conservation réactif et évolutif.

Adaptations et enseignements tirés

Transformer les capacités administratives et d'octroi de subvention

L'ICI a fait des progrès significatifs dans l'adaptation des exigences des projets et le renforcement des capacités d'absorption des partenaires des projets IP afin qu'ils puissent agir en tant qu'agences d'exécution.

Les subventions de planification de l'ICI, les évaluations des capacités organisationnelles et le déploiement progressif de la phase de mise en œuvre ont joué un rôle essentiel pour garantir la conformité et la pertinence contextuelle nécessaires à la réalisation des objectifs du projet.

Flexibilité : s'adapter aux capacités et aux priorités des partenaires

L'approche « apprendre en faisant » de l'ICI repose sur la flexibilité et la réactivité aux capacités, besoins et contextes locaux des partenaires.

Les principales adaptations comprennent un soutien technique sur mesure, un calendrier flexible des visites sur le terrain et des formats d'apprentissage diversifiés. L'ICI a su répondre à des défis tels que les retards d'approvisionnement ou l'instabilité politique, en ajustant les calendriers des rapports et de nomination des boursiers afin de renforcer l'inclusivité. Elle favorise la co-création dans l'apprentissage comme dans la gouvernance. Les outils et processus ont été adaptés aux contextes locaux pour mieux refléter les valeurs autochtones, tandis que les échanges interrégionaux ont encouragé un apprentissage ouvert. Dans l'ensemble, ce style de gestion adaptatif renforce la confiance, l'équité et la durabilité à long terme des initiatives de conservation menées par les communautés autochtones.

Synergies et harmonisation : coordination entre les partenaires financiers

L'ICI définit des stratégies visant à renforcer la collaboration entre les partenaires financiers et les partenaires de mise en œuvre, en s'appuyant sur leur expérience. Les principales pratiques comprennent la surveillance conjointe sur le terrain, les LE régionales et le renforcement harmonisé des capacités. La gouvernance inclusive est assurée par le GSC, tandis que des systèmes de plaidoyer unifiés et de surveillance alignés soutiennent la cohérence stratégique. Ces efforts coordonnés soulignent l'efficacité de la gouvernance conjointe et de l'apprentissage partagé pour faire progresser la conservation menée par les PI et les CL, offrant un modèle pour des partenariats tels que ceux avec le Tenure Facility au Pérou et l'initiative PODONG.

Simplification et rationalisation des exigences en matière de rapports

L'ICI a affiné et adapté ses processus de rapport afin de répondre aux besoins des partenaires du projet tout en respectant les obligations du GEF. Ces ajustements ont été apportés en étroite consultation avec le GSC et les responsables de projet sur le terrain. Des modèles trimestriels et semestriels standardisés, des critères de programme harmonisés et des outils de rapport numériques ont contribué à améliorer la coordination et à réduire la charge administrative liée aux rapports. **Les principaux enseignements tirés comprennent l'importance d'un soutien adapté, d'une documentation coordonnée et de l'utilisation d'outils multimédias pour communiquer plus efficacement sur les progrès réalisés.** Le centre de projets de l'ICI, l'un de nos outils, sert de ressource centrale pour tous les projets, donnant accès à des outils de reporting, des modèles et des systèmes de gestion des documents. La finalisation de l'examen à mi-parcours devrait apporter des informations supplémentaires et orienter l'apprentissage et l'adaptation à l'avenir.

Influencer les politiques et pratiques institutionnelles du GEF

Le Comité directeur mondial (GSC) a participé activement aux consultations du Scientific and Technical Advisory Panel (STAP) du GEF, afin d'éclairer l'engagement futur du GEF avec les peuples autochtones. Fort de l'expérience de terrain de l'ICI, le GSC a partagé des observations pratiques qui ont orienté les recommandations du STAP — telles que la nécessité de mettre en place des sauvegardes adaptées respectant les institutions autochtones, l'importance de soutenir les mécanismes dirigés par les autochtones pour canaliser les financements, et la valeur d'un suivi et d'un rapportage fondés sur des indicateurs culturellement pertinents. Ces contributions ont permis au STAP de formuler des orientations plus étroitement ancrées dans les réalités et les priorités des PA et des CL, garantissant que les futurs projets du GEF soient plus inclusifs, équitables et efficaces.

Évolution des politiques et pratiques : CI et UICN

L'ICI a également agi comme catalyseur de transformation institutionnelle — en aidant Conservation International (CI) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à repenser la manière dont sont conçus et maintenus les partenariats de conservation avec les PA et CL.

Pour CI, cela s'est traduit par un passage d'une logique d'« inclusion » à une gouvernance dirigée par les PA et CL, par l'adoption de pratiques de financement plus souples et culturellement adaptées, ainsi que par un investissement accru dans le renforcement institutionnel à long terme. L'ICI a aussi entraîné des changements internes en matière de politiques : redéfinition du partage des responsabilités, nouvelle approche de la conformité, et adaptation des systèmes institutionnels pour refléter les priorités des PA et CL. S'appuyant sur cette dynamique, CI mobilise désormais 500 millions USD sur les dix prochaines années afin de transformer le financement destiné aux IPLCs, approfondissant ainsi son engagement en faveur d'un changement systémique à grande échelle.

Pour l'UICN, ce processus a également suscité d'importants changements institutionnels. L'organisation a franchi une étape audacieuse en renforçant ses engagements et en établissant un partenariat avec les peuples autochtones en tant que titulaires de droits et partenaires égaux, à travers la création de l'Initiative des peuples autochtones PODONG, qui vise à mobiliser 200 millions USD au cours des dix prochaines années pour financer des solutions climatiques et de conservation dirigées par les autochtones. Cette décision ambitieuse reflète une transformation institutionnelle profonde — une réorientation du pouvoir vers les leaders autochtones. Elle garantit que les femmes autochtones ne soient plus simplement comptabilisées comme des chiffres, mais reconnues comme actrices centrales de la transformation des causes profondes de l'inégalité.

Grâce à l'ICI, CI et l'UICN ont connu une transformation majeure dans leur manière d'interagir avec les peuples autochtones. L'ICI a redéfini l'approche institutionnelle de la conservation en plaçant la gouvernance autochtone, les systèmes de savoirs et les droits territoriaux comme piliers fondamentaux d'une conservation efficace et équitable. L'ICI a renforcé la cohérence interne des politiques ; catalysé des changements dans les accords juridiques conclus avec les peuples autochtones ; facilité des mécanismes de financement plus accessibles et mieux adaptés aux priorités et réalités autochtones ; et ouvert des espaces de représentation directe des autochtones dans les processus décisionnels de haut niveau. L'impact de l'ICI a également influencé la conception de programmes au sein de CI et de l'UICN — en promouvant un cadre fondé sur les droits, culturellement enraciné et sensible au genre, qui est adopté au-delà même de l'initiative. Ces changements institutionnels marquent une rupture avec une approche de type symbolique (*tokenistic engagement*) au profit d'un changement structurel durable, ancré dans la justice, le partenariat et le leadership autochtone.

Innover dans le financement de la conservation

Malgré l'incertitude mondiale qui pèse sur la coopération internationale, les pays doivent faire face à une urgence croissante pour définir les éléments essentiels du financement du climat et de la biodiversité, nécessaires à la mise en œuvre en temps voulu du Cadre mondial de la biodiversité (GBF) et de l'Accord de Paris^{iv} — deux instruments clés pour mobiliser des ressources publiques et privées d'ici 2030 et au-delà.

À mesure que les engagements, les décaissements et les négociations évoluent, des initiatives comme l'ICI démontrent comment des approches holistiques menées par les PA et CL peuvent renforcer les synergies climat-biodiversité tout en obtenant des résultats de conservation bénéfiques pour les populations et la nature. L'expérience acquise grâce à la collaboration entre différents mécanismes d'accès direct — tels que le DGM, l'Indigenous Peoples Finance Access Facility (IPFAF), l'Initiative des peuples autochtones PODONG, et l'ICI — contribue à élaborer des stratégies essentielles pour renforcer les financements multilatéraux en faveur des PA et CL. Ces efforts offrent des modèles pratiques pour simplifier les conditions d'accès et de rapportage, rendant ainsi la mobilisation des ressources plus inclusive, plus souple et plus efficace.

iv "Accord de Paris, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, <https://unfccc.int/fr/a-propos-des-ndcs/l-accord-de-paris>





Points d'inflexion

Les principaux défis identifiés par les partenaires de l'ICI comprennent :

- Incertitude mondiale sur la coopération et l'ambition internationales :** L'évolution des priorités des donateurs et des engagements climatiques mondiaux crée une incertitude quant au soutien à long terme aux efforts de conservation dirigés par les autochtones. Cela complique la planification, la pérennisation des ressources et l'élargissement des actions des partenaires de l'ICI.
- Surmonter les obstacles administratifs et obtenir la reconnaissance des politiques publiques pour les contributions autochtones à la biodiversité :** De nombreux partenaires de l'ICI sont confrontés à des retards liés à des procédures d'autorisation complexes, à des exigences administratives et à des mécanismes gouvernementaux limités pour engager directement les peuples autochtones. Ces obstacles entravent la reconnaissance de leurs contributions à la conservation de la biodiversité et leur intégration dans les stratégies nationales.
- Lever les barrières à l'accès direct :** De nombreuses organisations de peuples autochtones (IPO) rencontrent des difficultés pour naviguer dans les systèmes financiers et administratifs complexes exigés par les grandes initiatives comme l'ICI. Bien que ces systèmes visent à assurer la transparence et la redevabilité, ils ne sont souvent pas adaptés aux contextes, capacités et structures de gouvernance propres aux IPO. Cela entraîne des retards et des obstacles supplémentaires, limitant leur capacité à accéder aux financements et à les gérer directement. Pour favoriser de véritables partenariats équitables et permettre un leadership autochtone plein et entier, ces systèmes doivent devenir plus souples, ancrés culturellement et favorables aux approches autodéterminées.
- Conflits de propriété foncière et litiges de frontières lors de la cartographie bioculturelle et de l'enregistrement des terres :** Ces différends nécessitent un temps et des ressources considérables pour parvenir à une médiation et à un accord.
- Migration des zones rurales vers les villes et départ des jeunes des communautés :** En raison des disparités de développement social et économique, les jeunes générations quittent souvent leurs communautés pour s'installer en ville afin de poursuivre leurs études ou trouver un emploi.
- Isolement géographique et catastrophes écologiques :** Les partenaires de projets sont fréquemment affectés par des problèmes liés au climat — inondations, neige, sécheresse — tandis que l'éloignement géographique, la faiblesse des infrastructures routières et la dispersion des populations posent des obstacles logistiques.



La chose la plus importante qui ressort de tout cela, c'est notre unité, en tant que peuples autochtones et communautés locales : nous rassembler, travailler ensemble et faire avancer les choses. Je pense que c'est très important, c'est essentiel. Allons tous dans ce sens. Gardons tous cela à l'esprit lorsque nous planifions et lorsque nous agissons dans nos différents domaines. Que nous ayons la force de l'UNITÉ.

Paine Mako, dirigeante autochtone masai
Directrice exécutive de l'UCRT, Tanzanie

PARTIE VI : REGARDS VERS L'AVENIR NOS PROCHAINES ÉTAPES

Alors que l'ICI arrive à mi-parcours de sa mise en œuvre sur cinq ans, la prochaine phase visera à approfondir le soutien aux initiatives communautaires et au suivi participatif, tout en renforçant la gouvernance autochtone et le leadership sensible au genre. L'ICI continuera d'investir dans le renforcement des capacités à travers des plateformes telles que la Communauté de pratique et l'Académie d'apprentissage Makanisi. Elle affinera également sa stratégie en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'évaluation à mi-parcours.

L'ICI restera activement engagée dans la définition des agendas mondiaux sur la conservation et le climat. Cela inclut sa participation au Sommet mondial des peuples autochtones et de la nature de l'UICN : Notre savoir est la langue de la Terre-Mère, au Congrès mondial de la nature de l'UICN, au Congrès mondial des parcs de l'UICN, ainsi qu'au plaidoyer de haut niveau lors de la prochaine COP30, où l'ICI contribuera et bénéficiera de l'émergent engagement financier mondial visant à soutenir les solutions climatiques et de biodiversité dirigées par les autochtones.

Ce sont des moments clés pour valoriser les résultats de l'ICI, promouvoir l'atteinte des bénéfices mondiaux pour la biodiversité et mobiliser des ressources supplémentaires afin de pérenniser et amplifier son impact. En se projetant dans l'avenir, la durabilité financière demeure une priorité. L'ICI appuiera ses partenaires dans la mobilisation de financements, l'accès à des petits subventions et le renforcement des capacités institutionnelles. **En investissant dans le leadership local, en adaptant ses approches sur la base de l'expérience et en s'alignant sur des cadres mondiaux tels que le GBF, l'ICI continuera de générer des résultats de conservation durables et évolutifs, ancrés dans les valeurs, les droits et les savoirs autochtones.**



INITIATIVE POUR LA
CONSERVATION
INCLUSIVE

Un monde inclusif qui valorise et protège la nature est possible.

Contactez-nous pour en savoir plus sur l'Initiative pour une conservation inclusive :

inclusiveconservationinitiative.org



INITIATIVE POUR LA
CONSERVATION
INCLUSIVE